



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 NOVEMBRE 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3115

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du sept novembre 1902, de nommer M. Charles Wilbrod Rocheleau, agent d'assurance, de la ville de Trois-Rivières, membre du conseil des arts et manufactures.

3805

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 novembre courant (1902), de nommer le Révd. M. William Barton, et MM. A. L. Whitworth et W. Wilson Forrest, de Shawenegan Falls, comme syndics d'écoles, pour la municipalité scolaire de Shawenegan Falls, comté de Saint-Maurice; aucune élection n'ayant eu lieu en juillet dernier.

3799

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du sept novembre 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi, Messieurs François Gauthier et Joseph Coulombe, tous deux cultivateurs, de Notre-Dame de la Doré, comté du Lac Saint-Jean.

3823

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th NOVEMBER, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3116

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh day of November, 1902, to appoint M. Charles Wilbrod Rocheleau, insurance agent, of the town of Three Rivers, a member of the council of arts and manufactures.

3806

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school trustees.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of November instant, (1902), to appoint the Revd. M. William Barton, and Messrs. A. L. Whitworth and W. Wilson Forrest, of Shawenegan Falls, as school trustees, for the school municipality of Shawenegan Falls, county of Saint Maurice; no election having taken place in July last.

3800

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh of November, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi, Messrs. François Gauthier and Joseph Coulombe, both farmers, of Notre-Dame de la Doré, county of Lake Saint John.

3824

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du sept novembre 1902, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montréal, MM. Peter Lyall, entrepreneur, et Edward George O'Connor, journaliste, tous deux de la cité de Montréal.

3867

Proclamation

Canada.
Province de
Québec }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, réunis et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh of November, 1902, to associate to the commission of the peace, for the district of Montreal, Messrs. Peter Lyall, contractor, and Edward George O'Connor, journalist, both of the city of Montreal.

3868

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SEVENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary: HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2780

Avis du Gouvernement

No 1815.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

1^o Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du "Haut de Saint-Martin," comté de Laval, les lots Nos 95 à 109 inclusivement, et 118 à 133 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée.

2^o Détacher de la municipalité scolaire de la "Côte Saint-Antoine," même comté, les lots Nos 58, 59 et 60, du dit cadastre.

3^o Détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Dorothée No 1", même comté, les lots Nos 36 à 47 inclusivement, le lot No 49, et les lots Nos 110 à 117 inclusivement, du dit cadastre; et ériger tous ces lots en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Sainte-Dorothée."

La présente érection ne devant prendre effet, si elle est autorisée, que le 1er juillet prochain, 1903.

3819

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Matapédia.*Lot 31, du 6^e rang, Jos. Blaquière.*Canton Humpqui.*Lot 17, du 4^e rang, à Jos. Cyr.*Canton Awantjish*Lot 28, du 8^e rang, à Ant. Boutet.Lot 29, du 8^e rang, à Eus. Doiron.*Canton McNider.*Lots 38 et 39, du 10^e rang, à Paul Martin.*Canton Cabot.*

Lot 24, du rang S. O. ch. Kempt, à Angus Campbell.

*Canton Pinault.*Lot 36, du 3^e rang, à Ed. Dionne.*4^e rang.*

Lot 26, à Adolphe Noël.

Lots 28 et 29, à Nap. Jacques.

Lot 33, à Pitre Jean.

Lots 34 et 35, à Herménégilde Jean.

Lot 36, à Ed. Dionne.

Lot 37, à Téléph. Pelletier.

Lot 18, à Moïse Hudon.

Lot 19, à Frs. Aubin.

*Canton Parent.*Lot 53, du 1^e rang, Xavier Savard.*Canton Cabano*Lot 44, du 6^e rang, à Ls. Laplante.*13^e rang.*

Lot 46, à J. Bte Bouchard.

Lot 47, à Alex. Bouchard.

*Canton De Colannes*Lot 3, du 1^e rang, à Jos. Plourde.

CHS. O. LAVOIE,

Sous ministre su pléant.

Québec, 15 novembre 1902.

Government Notices

No. 1815.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

NOTICE

Application to erect a new school municipality.

1. Application is made to detach from the new school municipality of "Haut de Saint-Martin", county of Laval, lots Nos. 95 to 109 inclusively, and 118 to 133 inclusively, of the cadastre of the parish of Sainte Dorothée.

2. To detach from the school municipality of "Côte Sainte Antoine," same county, the lots Nos. 58, 59 and 60 of said cadastre.

3. To detach from the school municipality of "Sainte Dorothée No 1", same county, the lots Nos. 36 to 47 inclusively, the lot No. 49, and lots Nos. 110 to 117 inclusively, of said cadastre; and to erect all these lots into a distinct school municipality, by the name of "Village de Sainte Dorothée."

The present erection to take effect, if it is authorized, only on the first of July next, 1903.

3820

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Matapédia.

Lot 31, of 6th range, to Jos. Blaquière.

Township Humpqui.

Lot 17, of 4th range, to Jos. Cyr.

Township Awantjish

Lot 28, of 8th range, to Ant. Boutet.

Lot 27, of 8th range, to Eus. Doiron.

Township McNider.

Lot 38 and 39, of 10th range to Paul Martin.

Township Cabot.

Lot 24, of S. W. range Kempt road, to Angus Campbell.

Township Pinault.

Lot 36, of 3rd range, to Ed. Dionne.

4th range.

Lot 26, to Adolphe Noël.

Lots 28 and 29, to Nap. Jacques.

Lot 33, to Pitre Jean.

Lots 34 and 35, to Herménégilde Jean.

Lot 36, to Ed. Dionne.

Lot 37, to Téléph. Pelletier.

Lot 18, to Moïse Hudon.

Lot 19, to Frs. Aubin.

Township Parent.

Lot 53, of 1st range, to Xavier Savard.

Township Cabano

Lot 44, of 6th range, to Ls. Laplante.

13th range.

Lot 46, to J. Bte Bouchard.

Lot 47, to Alex. Bouchard.

Township De Colannes

Lot 3, of 1st range, to Jos. Plourde.

CHS. O. LAVOIE,

Acting deputy minister

Québec, 15th November, 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7281.

Dorion.

Lot 8, du 2e rang, à Auguste Boisvenu.
Lots 9 et 10, du 2e rang, à Auguste Boisvenu, senior.

CHS. O. LAVOIE,
Sous-ministre suppléant.

Québec, 10 novembre 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Whitton

Rang 1 Otter Brook.

Lot 15, à Allan McDonald.
Lot 26, à Donald Y. McLeod.
Lot 33, à Placide Bernier.
Lot 34, à Jos. Boulanger.
Lot 71, à Théodore Hallé.

Rang 2 Otter Brook.

Lot 76, à Léon Gabel.

Rang 1, N. E.

Lot 22, à Oscar Gagnon.
Lot 23, à David M. McLean.
Lot 54, à Edouard Bélanger.

Rang 3, N. E.

Lot 2, à Jean Gaulet.

Rang 4, N. E.

Lot 3, à John A. McLeod.

Rang 10, N. E.

Lot 38, à James Mathieson.
Lot 39, à J. H. Mathieson.

Rang 11, N. E.

Lot 38, à J. H. Mathieson.

Rang 1, S. O.

Lot 15-16, à John R. McAuly.
Lot 19-20, à Donald McLean.
Lot 41, à Angus McRae.

CHS. O. LAVOIE,
Sous-Ministre Suppléant.

Québec, 13 novembre 1902. 3855

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 8 novembre 1902.

La formation d'une association, sous le nom de "La Caisse de chômage et de retraite", dans le but : 1° de venir en aide à ses membres incapables de travailler ou de vaquer à leurs occupations ordinaires, par suite de maladie ou d'accident ; 2° de pourvoir aux besoins les plus pressants de la veuve et des orphelins de chaque sociétaire défunt ; 3° de promouvoir les intérêts matériels et sociaux de ses membres, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 7 novembre 1902.

Le siège principal de la société est à Montréal.

3797

Québec, 8 novembre 1902.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 7 novembre 1902, d'autoriser, en faveur de Joseph Goyette, notaire public, de la

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7281.

Dorion

Lot 8, in 2nd range, to Auguste Boisvenu.
Lots 9 and 10, in 2nd range, to Auguste Boisvenu, senior.

CHS. O. LAVOIE,
Acting deputy minister.

Quebec, 10th November, 1902.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Whitton.

Range 1st, Otter Brook

Lot 15, to Allan McDonald.
Lot 26, to Donald Y. McLeod.
Lot 33, to Placide Bernier.
Lot 34, to Jos. Boulanger.
Lot 71, to Théodore Hallé.

Range 2nd, Otter Brook.

Lot 76, to Léon Gabel.

Range 1st, N. E.

Lot 22, to Oscar Gagnon.
Lot 23, to David M. McLean.
Lot 54, to Edouard Bélanger.

Range 3rd, N. E.

Lot 2, to Jean Gaulet.

Range 4th, N. E.

Lot 3, to John A. McLeod.

Range 10th, N. E.

Lot 38, to James Mathieson,
Lot 39, to J. H. Mathieson.

Range 11th, N. E.

Lot 38, to J. H. Mathieson.

Range 1st, S. W.

Lots 15-16, to John R. McAuly.
Lots 19-20, to Donald McLean.
Lot 41, to Angus McRae.

CHS. O. LAVOIE,
Acting deputy minister.

Quebec, 13th November, 1902. 3856

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Quebec, 8th November, 1902.

The formation of an association, under the name of "La Caisse de chômage et de retraite", for the purpose : 1. of coming to the relief of its members unable to work or to attend to their ordinary occupations on account of sickness or accident ; 2. of providing for the most pressing needs of the widow and orphans of each deceased member ; 3. of promoting the material and social interests of its members, has been authorized by order in council dated the 7th of November, 1902.

The head office of the association is at Montreal.

3798

Quebec, 8th November, 1902.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the 7th November, 1902, to authorize the transfer, in favor of Joseph Goyette, notary

paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Octave Beaulieu, en son vivant notaire public, du même endroit.

3795

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

Quebec, 18 octobre 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par George N. Fauteux, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux Montagnes, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Zéphirin Nepveu, en son vivant notaire public, de Saint Eustache, comté des Deux Montagnes, en vertu des dispositions du code du notariat.

3553.4

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire provincial.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du sept novembre 1902, incorporant Charles Alfred Desjardins, manufacturier, de la paroisse de Saint-André; Joseph Camille Pouliot, avocat, et Joseph Eugène Frenette, journaliste et agent d'assurance, de la ville de Fraserville; Joseph Alfred Moreau, marchand, de Saint-Germain; Joseph Alphonse Blanchet, notaire, Jules Paradis, médecin, tous du village de Kamouraska; Louis Philippe Crépeault, commis, de la cité de Montréal; Dame Josephine Lapointe, veuve de feu Chrysogone Sirois; Thomas Ward, hôtelier, tous du village de Saint-Louis de Kamouraska; Horace Pelletier, marchand, de Saint-Alexandre, pour les fins suivantes, savoir: l'exploitation électrique et de téléphone dans les comtés de l'Islet, Kamouraska et Temiscouata, et la transmission des messages téléphoniques et électriques, avec droit et pouvoir de construire, maintenir et mettre en opération une ou des lignes de fil métallique et électrique et câbles sur poteaux ou dans des conduits souterrains le long de, à travers ou sous toutes grandes routes, rues, chemins publics, cours d'eau de toute cité, ville, municipalité rurale, et de tous autres endroits dans les limites du territoire pour lequel la dite incorporation est demandée, conformément à l'article 4905 des S. R. P. Q., et de pouvoir manufacturer, vendre, louer des instruments électriques, téléphoniques, appareils, fourniture ou fils métalliques, avec droit et pouvoir en outre d'établir des communications, correspondances ou raccordements avec les systèmes électriques ou téléphoniques mis en opération par toute personne, société ou compagnie quelconque, ou de se fusionner avec toute autre société ou compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de novembre 1902.

3803

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un

public, of the parish of Saint-Ambroise de Kildare, county of Joliette, of the minutes, repertory and index of the late Octave Beaulieu, in his lifetime notary public, of the same place.

3796

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

Quebec, 18th October, 1902.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by George N. Fauteux, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Zéphirin Nepveu, in his lifetime notary public, of Saint Eustache, county of Two Mountains, in virtue of the provisions of the notarial code.

3554

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventh of November, 1902, incorporating Charles Alfred Desjardins, manufacturer, of the parish of Saint André; Joseph Camille Pouliot, advocate, and Joseph Eugène Frenette, journalist and insurance agent, of the town of Fraserville; Joseph Alfred Moreau, merchant, of Saint Germain; Joseph Alphonse Blanchet, notary; Jules Paradis, physician, all of the village of Kamouraska; Louis Philippe Crépeault, clerk, of the city of Montreal; Dame Josephine Lapointe, widow of the late Chrysogone Sirois; Thomas Ward, hotel-keeper, of the village of Saint Louis de Kamouraska; Horace Pelletier, merchant, of Saint Alexandre, for the following purposes, namely: to carry on an electric and telephone business in the counties of l'Islet, Kamouraska and Temiscouata, and the transmission of telephone and electric messages, with the right and power to construct, maintain and keep in operation one or more electric lines and cables on posts or underground, along, across or under any main road, bridges, streets, public roads, water-courses of any city, town, rural municipality, and of any other place within the limits of the territory for which the said incorporation is sought, pursuant to article 4905 of the R. S. P. Q., and to be allowed to manufacture, sell, lease electric instruments, telephones, apparatus, furnishings or metal wire, with the right and power to establish communication, correspondence or connection with the electric or telephone systems put in operation by any person, firm or company whatever, or to amalgamate with any other firm or company, by the name of "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this-tenth day of November, 1902.

3804

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supply of

droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment ces parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation de ront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each page of a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the party seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill for the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3113

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3114

O. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, a clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2777

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATA.

A la page 1831 de la *Gazette Officielle* du 8 novembre 1902, au dernier alinéa, lisez Owego au lieu de Oswego, et à page 1832, Sayabec au lieu de Sayaback. 3821

A la page 1847, de la *Gazette Officielle* du 8 du courant, il faut lire Gauvreau, Beaudry & Cie., au lieu de Gauvreau & Beaudry. 3865

Demandes à la Législature

Avis vous est par le présent donné que la ville de Saint-Louis s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, pour les objets suivants, savoir :

1° Diviser la ville en trois quartiers et déterminer les limites de chaque quartier.

2° Établir la qualification du maire et des conseillers.

3° Déterminer les qualités des locataires, pour être électeurs.

4° Fixer la date des élections et prescrire le mode de la nomination et de la votation.

5° Amender l'article 4337 des statuts révisés quant au délai pendant lequel le secrétaire-trésorier doit transmettre son état au secrétaire de la province.

6° Régler les séances du conseil, passer des règlements relativement à la hauteur des clôtures de ligne, aux auvents, etc., aux édifices dilapidés, à la propreté, à l'enlèvement de la neige, à l'encombrement des trottoirs, chemins et rues, et à la mise en position des poêles, grilles, tuyaux et cheminées, etc., au transport des marchandises et à la prohibition du lourd trafic et des convois d'animaux, dans certaines rues, au mode de construction dans certaines rues, régler les magasins de bric à brac, prohiber la construction des magasins, boutiques etc., dans certaines rues et avenues, réglementer la plantation, culture et conservation des arbres, pour faire soumettre à l'approbation du conseil tout plan de subdivision, établir des fourrières, et autoriser la saisie et vente des animaux errants.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2778

Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATA.

At page 1831 of the *Official Gazette* of the 8th of November, 1902, last paragraph, read Owego instead of Oswego, and at page 1832, Sayabec instead of Sayaback. 3822

Page 1847, in the *Official Gazette* of the 8th instant, read Gauvreau, Beaudry & Cie., instead of Gauvreau & Beaudry. 3866

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by these presents that the town of Saint Louis will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, amending its charter, for the following objects, to wit :

1. To divide the town in three wards and to determine the limits of each ward.

2. To establish the qualification of the mayor and the councillors.

3. To determine the qualification of tenants to be electors.

4. To fix the date of the elections and to prescribe the manner in which the nomination of candidate and the polling of votes will take place.

5. To amend article 4337 of the revised statutes, concerning the delay within which the secretary treasurer must transmit his statement to the secretary of the province.

6. To regulate the meetings of council, to pass by-laws, concerning the height of fences, awnings, &c., dilapidated buildings, cleanliness, snow removal, crowding of sidewalks, roads and streets, and as to the putting in place of stoves, fire places, stove pipes and chimneys, &c., transportation of merchandise and prohibiting heavy traffic and the passing of cattle, in certain streets, regulating the manner of building in certain streets, regulating second hand stores, prohibiting the building of stores, shops, &c., in certain streets and avenues, regulating the plantation, cultivation and preservation of trees, ordering all subdivision plans to be submitted to the council, establishing cattle pounds, and authorizing the seizure and sale of vagrant animals.

7° Définir le "presbytère" pour les fins d'évaluation.

8° Accorder à la ville certains pouvoirs à l'égard de ceux dont la faute et la négligence sont cause d'accidents et de dommages ou de ceux qui font des excavations dans les rues ; pour permettre à la corporation de poursuivre le recouvrement des taxes scolaires, en même temps que les taxes municipales, pour déterminer sur l'avenue du Parc, Mont Royal et l'avenue Bernard, le mode de construction des maisons, et prohiber les établissements de commerce et à cette fin, avoir le pouvoir d'exproprier, imposer des amendes au maximum de \$40.00 et un emprisonnement au maximum de deux mois, pour infraction aux règlements ; exproprier pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent-Ouest avant l'année 1904.

9° Etablir le mode et la date de l'allocation des crédits annuels, et déterminer certaines prescriptions quant aux finances.

BISAILLON & BROSSARD,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 11 novembre 1902.

3843

AVIS

Avis est par le présent donné que Mesdames Eléonore Potvin, en religion sœur Marie Zita de Jésus ; Sophie Chauvin, en religion sœur Marie Delphine ; Amanda Ricard, en religion sœur Marie de la Croix ; Anna Robert, en religion sœur Marie Antoine, et Philomène Langlois, en religion sœur Marie Bernard, toutes de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, et actuellement membres de la communauté dite "La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie," demanderont à la législature de Québec, durant sa prochaine session, à être constituées en corporation civile, sous le nom de "La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie" ; le but des membres de la dite congrégation à être ainsi incorporée, étant entr'autres objets, de se livrer en commun aux œuvres de pitié, de miséricordes et de charité, que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, avec le pouvoir d'établir dans cette province des noviciats, maisons, couvents, établissements et monastères, et d'acquérir à ses fins des biens meubles et immeubles, et généralement gérer et administrer leurs affaires sous tel nom corporatif.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs des requérantes.

Hull, 5 novembre 1902.

3773-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, à emprunter une somme d'argent n'excédant pas trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), et à émettre des débiteures à cette fin.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 3 novembre 1902.

3727-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes incorporant "The Montreal Stock Yards Company", augmenter le fonds social de la dite compagnie, étendre ses pouvoirs en rapport avec icelle ; posséder des immeubles et bâtisses pour banques, hôtels, abattoirs, réfrigérateurs et pour autres fins, faire le commerce d'animaux vivants, volailles et céréales, l'opération des abattoirs et balances publiques, la collection des taxes de marché, l'émission de bons, et pour autres fins en rapport à l'opération et le maintien d'un abattoir et parc aux animaux en général.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902.

3631.4

7. To define the "presbytery" for the purposes of assessment.

8. To grant to the town certain powers regarding those through whose fault and negligence, accidents happen and damages are caused, or those who make excavations in the streets ; to authorize the corporation to collect school taxes, at the same time as municipal taxes, to determine the manner of building houses, and prohibit commercial establishments, on Parc avenue, Mount Royal avenue and Bernard avenue, and for that purpose to have the power to expropriate, to impose fines to a maximum of \$40.00 and an imprisonment to a maximum of two months, for contravention to the by-laws ; to expropriate for the widening of the Saint-Laurent-Ouest street West before the year 1904.

9. To establish the mode and the date of the allocation of the annual credits, and to determine certain prescriptions concerning finances.

BISAILLON & BROSSARD,

Solicitors for applicant.

Montreal, 11th November, 1902.

3844

NOTICE

Notice is hereby given that Dames Eleonore Potvin, *en religion* Sr. Marie Zita de Jésus ; Sophie Chauvin, *en religion* Sr. Marie Delphine ; Amanda Ricard, *en religion* Sr. Marie de la Croix ; Anna Robert, *en religion* Sr. Marie Antoine, et Philomène Langlois, *en religion* Sr. Marie Bernard, all of the city of Hull, in the county of Ottawa, and presently members of the community known as "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie", will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly, under the name of "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie" ; the object of the members of the said congregation to be so incorporated, being amongst others to practice in common such works of piety, mercy and charity, as may be suitable to the contemplative lives, which they lead, with power to established in this province houses for novices, convents, establishments and monasteries and for such purposes to acquire real and personal property and generally to transact and administer their affairs under such corporate name.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for petitioners.

Hull, 5th November, 1902.

3774

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to authorize the board of protestant school commissioners of the city of Sherbrooke, to borrow a sum of money not to exceed thirty five thousand dollars (\$35,000.00), and to issue debentures therefor.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 3rd November, 1902.

3728

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to confirm the letters patent incorporating The Montreal Stock Yards Company, to increase the capital stock of the said company, and to extend its powers in relation to ; the owning of real estate and buildings for banking, hotel, abattoir, cold storage and other purposes, the dealing in live stock, poultry and cereals, the operation of abattoirs and public scales, the collection of market fees, the issuing of bonds, and for other purposes incidental to the operating and maintaining of an abattoir and stock yards generally.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicant.

Montreal, 22nd October, 1902.

3632

AVIS.

Avis est par le présent donné que les soussignés s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation incorporant en ville le village d'Arthabaskaville, sous le nom d'Arthabaskaville.

Par ordre du conseil,

T. MAHEU,
Maire.

ADELARD PICHER,
Secrétaire-trésorier.

3753.2

Avis est par le présent donné par Georges Côté, de la paroisse de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, qu'il présentera à la législature de Québec, lors de sa prochaine session, un bill à l'effet d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, sur présentation de son diplôme de docteur en médecine de l'Université Laval, de Montréal.

J. E. PERRAULT,

Procureur du requérant.

Arthabaskaville, 3 novembre 1902. 3767.2

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
No 2086.

Dame Emma Crevier, de Saint-Lazare, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Ovila Poirier, forgeron, du même lieu.

E. L. DESAULNIERS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1902. 3801

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2101.

Dame Maria Maroil, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Joseph Legault, boucher, de Saint-Henri, Montréal.

M. G. LAROCHELLE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 12 novembre 1902. 3827

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 113.

Dame Aurélie Benoit, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hector Lamarre, entrepreneur-maçon, du même lieu, a pris, ce jour, devant cette cour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 25 octobre 1902. 3663.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Lizzie Joseph, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Greenspoon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Greenspoon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 octobre 1902. 3563-4

NOTICE.

Notice is hereby given that the undersigned will petition to Quebec legislature, at its next session, praying for an act of incorporation, to incorporate the village of Arthabaskaville as a town, under the name of Arthabaskaville.

By order of the council,

T. MAHEU,
Mayor.

ADELARD PICHER,
Secretary treasurer.

3754

Notice is hereby given that Georges Côté, of the parish of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska, that he will present a bill to the Quebec legislature, at its next session, for the purpose of authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members and grant him the license required to practice medicine, surgery and midwifery in this province, on presenting his diploma as doctor in medicine from Laval University, Montreal.

J. E. PERRAULT,

Attorney for petitioner.

Arthabaskaville, 3rd November, 1902. 3768

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2086.

Dame Emma Crevier, of Saint-Lazare, district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Ovila Poirier, blacksmith, of the same place.

E. L. DESAULNIERS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th November, 1902. 3802

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2101.

Maria Maroil, wife of Joseph Legault, butcher, both of the city of Saint Henry, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

M. G. LAROCHELLE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th November, 1902. 3828

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 113.

Dame Aurélie Benoit, of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Hector Lamarre, mason and contractor, of the same place, has, this day, before this court, taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 25th October, 1902. 3664

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Lizzie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Greenspoon, of the same place, trader, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jacob Greenspoon, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th October, 1902. 3564

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2019.

Marie Louise Amyot, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Lebrun, épiciier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Charles Lebrun, épiciier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, ce jour.

P. R. GOYET,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1902. 3667-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1237.

Dame Clara Moraglia, dûment autorisée, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre René Ravaux, artiste, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 octobre 1902. 3607-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1909.

Dame Evelina alias Velina Riopel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Henri Demers, des cité et district de Montréal, entrepreneur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 9 octobre 1902. 3523-5

THE ROYAL TRUST COMPANY.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de The Royal Trust Company, pour considérer s'il est à propos de sanctionner une augmentation du fonds social de la compagnie au montant de un million de piastres, par l'émission de cinq mille actions de la valeur au pair de cent piastres chacune, aura lieu au bureau de la compagnie, 109, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, mardi, le 9^e jour de décembre 1902, à midi.

Par ordre du bureau des directeurs.

H. ROBERTSON,

Gérant.
3813

Montréal, 11 novembre 1902.

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu du grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et incorporé.

1^o Le nom collectif de la compagnie sera "The Rivière Ouelle Pulp and Lumber Company".

2^o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal quelconque, disposer de toutes terres, limites à bois, meubles et immeubles et les exploiter, droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, moulin à scie, manufactures et toutes bâtisses requis pour les fins de ses affaires, manufacturer du bois, bois de pulpe, pulpe, papier, bardes et autres articles en bois, les acheter et les vendre, acquérir, construire et vendre des moulins à scie, manufactures et autres bâtisses requis pour les fins de ses affaires, construire des tramways électriques et à vapeur et les mettre en opération, construire et mettre en opération un système d'éclairage et de téléphone et de transmettre le pouvoir électrique pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur,

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2019.

Marie Louise Amyot, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife common as to property of Charles Lebrun, grocer, duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

Charles Lebrun, grocer, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, this day.

P. R. GOYET,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 23rd October, 1902. 3668

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1237.

Dame Clara Moraglia, duly authorized, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against René Ravaux, artist, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 22nd October, 1902. 3608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1909.

Dame Evelina alias Velina Riopel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Henri Demers, of the city and district of Montreal, contractor.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th October, 1902. 3524

THE ROYAL TRUST COMPANY.

A special general meeting of the shareholders of The Royal Trust Company, for considering and if deemed advisable of sanctioning an increase of the capital stock of the company to the sum of one million dollars, by the issue of five thousand shares of the par value of one hundred dollars each, will be held at the company's office, 109, Saint James street, in the city of Montreal, on Tuesday, the 9th December, 1902, at twelve o'clock noon.

By order of the board of directors.

H. ROBERTSON,

Manager.
3814

Montreal, 11th November, 1902.

Notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act and amendments, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, in council, for letters patent under the great Seal, constituting them and such other persons as hereafter may become associated with them, a body politic and corporate.

1. The corporate name of the company is to be "The Rivière Ouelle Pulp and Lumber Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire, buy, lease, hold under any legal title whatever, operate and dispose of all lands, timber limits, moveables, real estate, rights, water powers and privileges in water powers, saw mills, manufactories and all buildings required for the purposes of their business, to manufacture lumber, pulp wood, pulp, paper, shingles and other wood goods, as well as to buy and sell the same, to acquire, construct and sell saw mills, manufactories and other buildings required for the purposes of their business, to construct and operate electric and steam tramways, to construct and operate an electric light and power and telephone system and to transmit electric power for lighting, heating and motive power.

3° La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera à Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska.

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$100,000, divisé en 1000 actions de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : L'honorable John Sharples, marchand ; William Power, marchand ; Robert Harcourt Smith, marchand ; Gerald Power, commis ; Patrick Bernard Murphy, comptable, tous de Québec. Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, tous sont sujets anglais.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 12 novembre 1902.

3851.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "John D. Duncan Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acheter les affaires présentement conduites à Montréal, sous les nom et raison de John D. Duncan, par quelques-uns des soussignés, en société, comme laitiers : de vendre du lait, stérilisé ou non stérilisé, la crème et les autres produits de la ferme.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante parts de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : John Donaldson Duncan, de la cité de Montréal, laitier, Dame Mary McKell, son épouse ; William Henry Trenholme, de la ville de Westmount, laitier ; Norman William Lyster, de la cité de Montréal, laitier ; et Mlle Rose Doyle, de la cité de Montréal, teneur de livres, et tous sujets de Sa Majesté.

6° John Donaldson Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme, seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. DE M. & H. M. MARLER,
Notaires.

Procureurs pour les requérants.

Montréal, 5 novembre 1902.

3781.2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La compagnie minière des Cantons de l'Est, (Limitée)" ou "Eastern Township Mining Company, (Limited)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont comme suit : l'exploitation dans tous ses détails de l'industrie minière, le traitement du minerai au moyen des moulins, leur production et leur développement pour explorer, ouvrir, développer, exploiter, améliorer, maintenir et diriger les mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer chromé et autres mines et pour acheter, acquérir et posséder tous les immeubles nécessaires à la dite exploitation, et convertir le minerai en produits de commerce employant pour cette fin la vapeur, pouvoir d'eau et tout autre pouvoir moteur, vendre les produits de mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, acquérir des terrains ou limites à bois.

3. The chief place of business of the proposed company will be at Saint-Pacome, in the county of Kamouraska.

4. The capital stock of the company will be \$100,000, divided into 1000 shares of a value of \$100 each.

5. The names in full, addresses and callings of the applicants are as follows : the Honorable John Sharples, merchant ; William Power, merchant ; Robert Harcourt Smith, merchant ; Gerald Power, clerk ; Patrick Bernard Murphy, accountant, all of Quebec, of whom the first three named will be first or provisional directors, all of whom are British subjects.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solicitors for applicants.

Quebec, 12th November, 1902.

3852

Notice is hereby given that, within a month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for letters patent under the joint stock companies' incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The proposed name of the company will be John D. Duncan, Company.

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire the business now carried on in partnership at Montreal, by some of the undersigned, under the name of John D. Duncan as milk dealers ; to deal in milk, sterilized and otherwise, cream and other farm products.

3. The chief place of business of the company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock will be twenty five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The name in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : John Donaldson Duncan, of Montreal, milk dealer ; Dame Mary McKell, his wife ; William Henry Trenholme, of Westmount, milk dealer ; Norman William Lyster of Montreal, milk dealer ; and Miss Rose Doyle, of the same place, book-keeper, and all British subjects.

6. John Donaldson Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme, are to be the provisional directors.

W. DE M. & H. M. MARLER,
Notaries.

Attorneys for the applicants.

Montréal, 5th November, 1902.

3782

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal.

1. The proposed name of the company will be : "La compagnie minière des Cantons de l'Est, (Limitée)" or "Eastern Township Mining Company, (Limited)".

2. The purposes for which incorporation is sought are : the exploitation in all its details of the mining industry, the treatment of ores by means of mills, their production and development, to explore, open, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver and copper, and chromed iron mines and other mines, and to buy, acquire and possess all the necessary property to the said working mines, and convert the minerals into commercial products, using for this purpose steam, water power or any other motive power, to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, to acquire property or timber limits, to construct boarding houses or others, to construct and operate

construire des maisons de pension ou autres, construire et mettre en opération des moulins, faire des affaires de marchands et commerçants en général, acheter et vendre des objets, effets et marchandises, y compris tous bois de commerce

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec.

4° Le fonds social sera de un million de piastres, divisé en dix millions d'actions de dix centins chacune, avec pouvoir d'augmenter le capital.

5° Les requérants sont: Frédéric Barsalou, de Natick, état du Rhode-Island, exploitateur de mines; Louis Harry Gaudry, marchand; Louis Philippe Robitaille, imprimeur; Henri Garneau, commis-voyageur, et Joseph Albini Faucher, notaire, ces quatre derniers de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs de la compagnie. Les quatre derniers sont résidents en Canada et sujets anglais.

J. A. FAUCHER, Notaire,
Secrétaire.
Québec, 29 octobre 1902. 3711.3

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social", les personnes ci-dessous nommées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "The Victoriaville Furniture Company".

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est de fabriquer, acheter et vendre des meubles de maisons, et toutes sortes d'autres articles en bois; de bâtir, acheter et vendre des moulins à scie, acheter et vendre des limites à bois; aussi d'acheter d'autres compagnies engagées dans le même genre d'industrie, et de pouvoir les vendre, aussi le pouvoir de s'amalgamer avec d'autres compagnies dans le même genre d'industrie.

3° Le siège principal de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans le comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social de la compagnie est de soixante mille piastres, avec autorisation d'augmenter à cent mille piastres, divisé en actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérant, sont: Paul Tourigny, M. P. P., manufacturier et marchand; Léon Mahéu, épicière; Cyrias Thibault, ferblantier; Auguste Bourbeau, journaliste, et Achille Marchand, gérant de banque, résident tous dans la ville de Victoriaville, en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902. 3685.3

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social", les personnes ci-dessous mentionnées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "La Fonderie de Victoriaville".

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée est le commerce en général de mécanicien et de fondeur, la construction, l'exploitation, la vente et disposition sous quelque forme que ce soit de toutes machines ou

mills, to buy and sell goods, wares and merchandise, including all commercial timber.

3. The company's chief place of business will be in the city of Quebec.

4. The stock will be of one million dollars, divided into ten millions of shares of ten cents each, with power to increase the capital.

5. The petitioners are: Frédéric Barsalou, of Natick, state of Rhode-Island, manager of Mines; Louis Harry Gaudry, merchant; Louis Philippe Robitaille, printer; Henri Garneau, commercial traveller; Joseph Albini Faucher, notary, the four last named are from Quebec, all of whom are to be the first directors of the company. The four last are residing in Canada and british subject.

J. A. FAUCHER, Notary,
Secretary.
Quebec, 29th October, 1902. 3712

NOTICE.

Notice is hereby given that under the joint stock companies' incorporation act, the persons herein-after named will apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent, under the great Seal, to constitute them and such other persons as may become shareholders a body politic and corporate.

1. The corporate name of the company is to be: "The Victoriaville Furniture Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, purchase and sell house furniture and all kinds of wooden articles; to build, buy and sell saw mills, to buy and sell timber limits; also to buy out other companies engaged in the same line of business, and power to sell them, also power to amalgamate with other companies in the same kind of business.

3. The company's chief place of business will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the company's capital stock is sixty thousand dollars, with power to increase it one hundred thousand dollars, divided into shares of fifty dollars each.

5. The full names, profession and address of each petitioner is: Paul Tourigny, M. P. P., manufacturer and merchant; Léon Mahéu, grocer; Cyrias Thibault, tinsmith; Auguste Bourbeau, journalist, and Achille Marchand, bank manager, all residing in the town of Victoriaville, in Canada.

The petitioners will be the first directors of the company, and all are subjects of His Majesty.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902. 3686

NOTICE

Notice is hereby given that under the Joint Stock Companies Incorporation Act, the parties herein-after named intend to apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent under the great Seal, incorporating them and such other persons as may become shareholders, a body politic and corporate.

1. The name of the proposed company will be "La Fonderie de Victoriaville".

2. The object for which incorporation is sought is a general machine and foundry business, the construction, working, sale and disposing in any form whatever of all machines and machinery and apparatus, the purchase, working and sale of any patents.

machineries ou outillages quelconques, l'achat, l'exploitation et la vente de tous brevets d'inventions et de tous terrains, constructions, manufactures et outillages quelconques, vente et achats de bois de commerce quelconques jugés nécessaires ou avantageux à la poursuite des affaires de la compagnie.

Aussi le pouvoir de tenir magasin de ferronneries en général et vendre et acheter tout ce qui concerne cette ligne de marchandises.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans les comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fond social de la compagnie est de trente mille piastres, divisé en douze cents actions de vingt-cinq piastres chacune, avec autorisation d'augmenter à cinquante mille piastres.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérants sont : Thomas Buteau, mécanicien ; Alfred Proulx, fondeur ; Paul Tourigny, manufacturier et marchand ; Paul Lavigne, cultivateur et agent d'instruments aratoires ; Louis Laverne, notaire ; Israël Montreuil, machiniste ; Louis Philippe de Courval, marchand et arpenteur. Messieurs Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny et Paul Lavigne, étant tous résidents de la ville de Victoriaville ; Louis Laverne et Louis Philippe de Courval, résidents à Arthabaskaville, M. Israël Montreuil, résident à Plessisville, les dites villes en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

THOS. BUTEAU,

Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902.

3683.3

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, incorporant Harris Vineberg, manufacturier ; Dame Lily Goldberg, épouse séparée de biens du dit Harris Vineberg ; Libbie Vineberg, Eva Vineberg et Malca Vineberg, filles majeures, tous résidents dans la cité de Montréal ; Alan Judah Hart, commis, Claude Benjamin Hart, agent d'assurance, et Lewis Alexander Hart, notaire, tous trois résidents dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, sous le nom de "The Hart Manufacturing Company, Limited," avec un fonds social de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune, dans le but de manufacturer, acheter et vendre des habillements de toute sorte et d'acheter et vendre toute sorte de lainage, cotonnade, soierie et autres marchandises.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Les dits Harris Vineberg, Alan Judah Hart et Lewis Alexander Hart, sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. A. HART,

Notaire des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902.

3639.3

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Electrique de Lorette".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de développer, établir, acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir, maintenir, exploiter, louer et transmettre des pouvoirs électriques, hydrauliques et autres, dans le but de fournir l'éclairage électrique et autre, la force motrice, le calorique, et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

of invention, and of any lands, buildings, manufactures and apparatus whatever, the sale and purchase of timber considered necessary and advantageous to carrying on the business of the company.

Also the power to keep a general hardware store, and to sell and buy all that relates to that line of merchandize.

3. The chief business place of the company will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock of the company is thirty thousand dollars, divided into twelve hundred shares of twenty five dollars each, with power to increase it to fifty thousand dollars.

5. The full names and the calling and address of each of the petitioners are : Thomas Buteau, machinist ; Alfred Proulx, founder ; Paul Tourigny, manufacturer and merchant ; Paul Lavigne, farmer and agent for farming implements ; Louis Laverne, notary ; Israel Montreuil, machinist ; Louis Philippe de Courval, merchant and surveyor ; Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny and Paul Lavigne, being all residents of the town of Victoriaville ; Louis Laverne and Louis Philippe de Courval, residents of Arthabaskaville, and Israel Montreuil, residing at Plessisville, the said towns in Canada.

The petitioners will be the interim directors of the company, who are all subjects to His Majesty.

THOS. BUTEAU,

Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902.

3684

Notice is hereby given that, under the joint stock company's incorporation act, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for the issue of letters patent under the great Seal of the province, incorporating Harris Vineberg, manufacturer ; Dame Lily Goldberg, wife separated as to property of the said Harris Vineberg ; Libbie Vineberg, Eva Vineberg and Malca Vineberg, spinsters, all residing in the city of Montreal ; Alan Judah Hart, clerk, Claude Benjamin Hart, insurance agent, and Lewis Alexander Hart, notary, all three residing at the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, by the name of "The Hart Manufacturing Company, Limited," with a total capital stock of ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each, for the purpose of manufacturing, buying and selling garments of all kinds, and of buying and selling all kinds of woollen, cotton, silk and other staple goods.

The chief place of business of the company will be at the city of Montreal.

The said Harris Vineberg, Alan Judah Hart and Lewis Alexander Hart, all of whom are residents in Canada, and subjects of His Majesty, will be the first directors of the company.

L. A. HART,

Notary for applicants.

Montreal, 22nd October, 1902.

3640

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie Electrique de Lorette".

2. The objects for which its incorporation is sought are : to develop, establish, acquire, erect, build, extend, keep, maintain, work, lease and transmit electric, hydraulic and other powers, for the purpose of furnishing electric and other light, motive power, heat, and to do everything connected with the purposes of the company.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, en le comté de Québec.

4° Le fonds social sera de \$50,000.00 (cinquante mille piastres), divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Raoul Shehyn, commis ; George A. Cloutier, commerçant ; François Martel, meunier ; Joseph Martel, meunier, tous de la dite paroisse de Saint-Ambroise, et Réal Shehyn, de la ville de Trois-Rivières, employé civil.

Les requérants sont tous sujets de Sa Majesté, et résident en Canada, et MM. Raoul Shehyn, George A. Cloutier et François Martel seront les premiers directeurs de la compagnie.

CYRILLE F. DELAGE,

Procureur des requérants.

Québec, 24 octobre 1902. 3675.3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant une compagnie dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Bellevue Land Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, d'acquies des biens meubles et immeubles et propriétés immobilières dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec, et ériger et terminer des bâtisses sur icelles, les louer et les administrer, et les vendre ou en disposer autrement pour le bénéfice de la compagnie.

3° La place dans les limites de la province de Québec, choisie pour le principal bureau et la place d'affaires en général de la compagnie proposée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$99,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 990, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long et résidence des requérants sont : Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable ; Archibald Woods, du même lieu, comptable ; William Busby Lambe, du même lieu, avocat ; Ernest Bolton, du même lieu, agent financier, et Homer Taylor, du même lieu, marchand.

7° Les requérants sont tous sujets anglais et résident en Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 octobre 1902. 3575.4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re J. D. Guimond, marchand, de Montréal, Insolvable.

Avis est donné que, le 6e jour de novembre 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Curateurs conjoints.

180, rue Saint-Jacques. 3811

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 116.

Dans l'affaire de Dame C. Lumkin, de Notre-Dame des Neiges, Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 10e jour novembre 1902, par ordre de la cour, nous avons été

3: The company's chief place of business will be at Saint Ambroise de la Jeune Lorette, in the county of Quebec.

4. The capital stock will be \$50,000.00 (fifty thousand dollars), divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Raoul Shehyn, clerk ; George A. Cloutier, trader ; François Martel, miller ; Joseph Martel, miller, all of the said parish of Saint Ambroise, and Real Shehyn, of the town of Three Rivers, civil service employees.

The petitioners are all subjects of His Majesty and reside in Canada, and Messrs. Raoul Shehyn, George A. Cloutier and François Martel will be the first directors of the company.

CYRILLE F. DELAGE,

Attorney for petitioners.

Quebec, 24th October, 1902. 3676

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor, the Lieutenant Governor of the province of Quebec for letters patent of incorporation to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The corporate name of the company will be "The Bellevue Land Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire real and personal estate and immoveable property in the city of Montreal, and elsewhere in the province of Quebec, and to erect and finish buildings thereon, and to rent and administer the same and to sell the same and otherwise deal with the same for the benefit of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as the head office and general place of business of the proposed company is Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$99,000.00.

5. The number of shares to be 990 of \$100 each.

6. The names in full and addresses of each of the applicants are : Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, accountant, Archibald Woods, of the same place, accountant ; William Busby Lambe, of the same place, advocate ; Ernest Bolton, of the same place, financial agent, and Homer Taylor, of the same place, merchant.

7. The petitioners who are all British subjects and all residing in Canada, will be the first directors of the Company.

MORRIS HOLT & GAUDET,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th October, 1902. 3576

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re J. E. Guimond, merchant, of Montreal, Insolvent.

Notice is given that, on the 6th day of November, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Joint curators.

180, Saint James street. 3812

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 116.

In the matter of Mrs. C. Lumkin, Notre Dame des Neiges, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 10th day of November, 1902, by order of this court, we were

nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie, sont requises de les produire, attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 novembre 1902. 3809

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.
No 141.

Dans l'affaire de Alexander Ellis Kydd et Douglas Carlyle L. Lowles, du canton de Brome, dans le district de Bedford, commerçants, y faisant affaires sous le nom de "The Foster Manufacturing Co.", Faillis;

et
George W. Wallace, Gardien provisoire.
Avis est donné que, le 6e jour de novembre 1902, les dits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford.

GEORGE W. WALLACE,
Gardien provisoire.
Waterloo, P. Q., 7 novembre 1902. 3807

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.

In re J. A. Lomme, Saint-Jean, P. Q., Insolvable.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 1er décembre 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal 15 novembre 1902. 3815

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure

In re D. Mignac, Insolvable;

et Wm. Renaud, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause; les collocations seront payables à mes bureaux à partir du 29 novembre courant.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

WM. RENAUD,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 novembre 1902. 3841

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 9.

In re Steel & Brunet, manufacturiers de meubles, de la cité de Montréal, et James Steel, personnellement marchand de meubles, de Montréal, et de Glasgow, Scotland, Insolvable,

et Alexandre Desmarteau, Curateur.

Un premier bordereau de dividende est préparé en ces deux affaires et seront sujets à objection jusqu'au deuxième jour de décembre, le et après lequel jour les collocations seront payables à mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 12 novembre 1902. 3829

appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street.
Montreal, 10th November, 1902. 3810

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 141.

In the matter of Alexander Ellis Kydd and Douglas Carlyle L. Lowles, of the township of Brome, in the district of Bedford, traders, carrying on business there as "The Foster Manufacturing Co.", Insolvents;

and
George W. Wallace, Provisional guardian.
Notice is given that, on the 6th day of November, 1902, said insolvents have made a judicial abandonment of their property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Bedford.

GEORGE W. WALLACE,
Provisional guardian.
Waterloo, P. Q., 7th November, 1902. 3808

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.

In re J. A. Lomme, Saint Johns, P. Q., Insolvent.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 1st December, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 15th November, 1902. 3816

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re D. Mignac, Insolvent;

and Wm. Renaud, Curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collections will be payable at my offices from the 29th of November instant.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

WM. RENAUD,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 13th November, 1902. 3842

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 9.

In re Steel & Brunet, furniture dealers, of the city of Montreal, and James Steel, personally, doing business in Montreal and in Glasgow, Scotland, Insolvents.

and Alexandre Desmarteau, Curator.

A first dividend sheet has been prepared in these two matters and will be open to objection until the second day of December, 1902, after which dated dividend will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre-Dame street,
Montreal, 12th November, 1902. 3830

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 538.
Dame Didace Leveillé, Faillie ;
et

Caverhill *et al*, Requérents.
Avis est par le présent donné que Dame Didace Leveillé, de la cité de Québec, modiste, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LAMARCHE & BENOIT,
Gardiens provisoires
Québec, 13 novembre 1902. 3853

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. W. Smith, jr., Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de collocation sur le produit des biens meubles, et un premier et dernier bordereau de collocation sur le produit des biens immeubles, lesquels seront payables à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le deuxième jour de décembre 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.
2 Place d'Armes.
Montréal, 15 novembre 1902. 3839

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 118.
Dans l'affaire de John McArthur (The John McArthur Co.), Montréal, Q., Faillis.
Avis est par le présent donné que le dit John McArthur, a fait ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.
Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 10 novembre 1902. 3825

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2301.

Avis vous est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le 7 novembre 1902, dans une cause dans laquelle Esdras Lauzon, marchand de poissons, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Alphonse Beauchamps, commerçant, Napoléon Beauchamps, boucher, Dame Azilda Beauchamps, épouse de Jean Baptiste Vigeant, plombier, et ce dernier parti aux présentes, pour autoriser sa dite épouse, Rose de Lima Séguin, Alexina Séguin, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, et Benjamin Séguin, ces trois derniers en leur qualité d'enfants issus du mariage de Benjamin Séguin et de Rose de Lima Beauchamps, leurs père et mère, tous six des cité et district de Montréal, et Napoléon Beauchamps susdit, en sa qualité de curateur à Dame Rose de Lima Beauchamps, interdite susdite, et aussi en sa qualité de conseil judiciaire à Alphonse Beauchamps, pour autoriser ce dernier aux fins des présentes, Benjamin Séguin, des cité et district de Montréal, l'époux commun en biens de Rose de Lima Beauchamps susdit, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, en tant que besoin est, Louis Guenette, des cité et district de Montréal, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Joseph Delcourt, comptable, des cité et district de Montréal, dûment nommé nouveau conseil judiciaire à Alphonse Beauchamps susdit, et Joseph

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 538.
Dame Didace Leveillé, Insolvent ;
and

Caverhill *et al*, Petitioners.
Notice is hereby given that Dame Didace Leveillé, of the city of Quebec, milliner, has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

LAMARCHE & BENOIT,
Provisional guardians.
Quebec, 13th November, 1902. 3854

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. W. Smith, jr., Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet upon the proceeds of goods and chattels, and a first and final dividend sheet upon the proceeds of real estate, will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the second day of December, 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.
No. 2, Place d'Armes,
Montreal, 15th November, 1902. 3840

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 118.
In the matter of John McArthur (The John McArthur Co.), Montreal, Q., Insolvents.
Notice is hereby given that the said John McArthur has, this day, made, in the protonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.
Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 10th November, 1902. 3826

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2304.

Notice is hereby given by these presents, that by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the seventh of November, 1902, in a certain case in which Esdras Lauzon, fish merchant, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Alphonse Beauchamps, dealer, Napoléon Beauchamps, butcher, Dame Azilda Beauchamps, wife of Jean Baptiste Vigeant, plumber, and the latter to authorize his said wife, Rose de Lima Séguin, Alexina Séguin, both spinsters, and Benjamin Séguin, the three latter in their quality of children issued of the marriage of Benjamin Séguin and of Rose de Lima Beauchamps, their father and mother respectively, all six of the city and district of Montreal, and Napoléon Beauchamps above mentioned, in his quality of curator to Dame Rose de Lima Beauchamps above mentioned, and also in his quality of judicial adviser to Alphonse Beauchamps, to authorize the latter for these presents, Benjamin Séguin, of the city and district of Montreal, husband common as to property of Rose de Lima Beauchamps above mentioned, both personally and to authorize his said wife for these presents, in so far as need be, Louis Guenette, of the city and district of Montreal, as well personally as to authorize his said wife for these presents Joseph Delcourt, accountant, of the city and district of Montreal, duly appointed new judicial adviser to Alphonse Beauchamps above mentioned, and Joseph William

William Harris, manufacturier, des cité et district de Montréal, curateur *ad hoc*, de la dite Dame Rose de Lima Beauchamps, tous de la cité de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation, devant la dite cour supérieure, de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Deux immeubles situés sur la rue Sainte-Catherine, en la cité de Montréal, portant les Nos 293 et 294, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la dite cité de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

2° Deux autres immeubles situés sur la rue Boyer et Balmoral, en la cité de Montréal, portant l'une le No 395, et l'autre portant le No 257, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

3° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Maisonneuve, à Montréal, connu et désigné sous le No 382, des plans et livres de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, ayant 43 pieds de largeur en front, 41 pieds et 6 pouces de largeur en arrière par 112 pieds 6 pouces de profondeur, et une superficie de 4753 pieds ; la dite propriété est bornée en front par la rue Sydenham, en arrière par la rue St-Alphonse, d'un côté par le No 381, et de l'autre côté par la rue Blake.

4° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 18-54, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal ; cet immeuble a 26 pieds de largeur sur 76 pieds de profondeur dans une ligne, et 75 pieds 6 pouces, dans l'autre ligne, sa superficie est de 1969 pieds ; il est borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par la ruelle No 18-46, du côté nord-ouest par le No 18-53, et du côté sud-est par le No 18-55.

5° Un immeuble et bâtisse sur la rue Saint-Laurent, à Montréal, connu et désigné sous le No 18-55, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, contenant sept pieds et sept dixièmes de pieds de front, huit pieds et neuf dixièmes de pieds en arrière, par 75 pieds et huit centièmes de pieds de profondeur, et formant une superficie de 623 pieds, mesure anglaise ; il est borné en front par la rue Saint-Laurent, du côté sud-est par l'avenue des Pins, du côté nord-ouest par le terrain immédiatement ci-dessus désigné.

6° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Saint-Dominique, à Montréal, connu et désigné sous le No. 559, du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ayant 47 pieds 6 pouces de largeur en front, 45 pieds en arrière, et 85 pieds de profondeur, sa superficie est de 3956 pieds ; il est borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par la ruelle Saint-Hyppolite, d'un côté par le No 558, et de l'autre côté par le No 560.

7° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Saint-Hyppolite, à Montréal, connu et désigné sous le No 586, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, à Montréal, ayant 34 pieds 4 pouces de largeur, 72 pieds 9 pouces de profondeur, sa superficie est de 2498 pieds ; il est borné en front par la ruelle Ontario, en arrière par les Nos 554 et 555, d'un côté par le No 583, et de l'autre côté par le No 587.

8° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Cadieux, à Montréal, connu et désigné sous le No. 231, du quartier Saint-Louis, en la dite cité de Montréal, cet immeuble est de figure irrégulière, et à 33 pieds de largeur, sa superficie est de 4092 pieds ; il est borné en front par la rue Cadieux, en arrière par une ruelle, d'un côté par le No 230, et de l'autre côté par le No 232.

9° Un immeuble et bâtisse situé sur la rue Mignonne, à Montréal, connu et désigné sous le No. 668, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ayant 19 pieds 6 pouces de largeur, 30 pieds 6 pouces de profondeur, sa superficie est de 575 pieds ; il est borné en

Harris, manufacturer, of the city and district of Montreal, curator *ad hoc* to the said Rose de Lima Beauchamps, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the sale by licitation, before the said superior court, of the different immoveable properties designated as follows :

1. These certain immoveables situate on Sainte Catharine street, in the city of Montreal, bearing Nos. 293 and 294, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with the buildings erected thereon.

2. These certain immoveables situate on Boyer and Balmoral street, in the city of Montreal, bearing, the first, No. 395, and the second No. 257, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with the buildings erected thereon.

3. That certain immoveable with building, situate on Maisonneuve street, at Montreal, known and designated under No. 382, of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, measuring 43 feet in width, frontage, 41 feet and 6 inches wide in rear, by 112 feet and 6 inches in depth, with an area of 4753 square feet ; the said property is bounded in front by Sydenham street, in rear by Saint Alphonse street, on one side by No. 381, and on the other side by Blake street.

4. That certain immoveable and building situate on Saint Lawrence street, in the city of Montreal, known and designated under No. 18-54, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, this immoveable measures 26 feet in width, 76 feet in depth on one side and 75 feet 6 inches on the other side, with an area of 1969 square feet ; it is bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by the lane No. 18-46, on the north west side by No. 18-53, and on the south east side, by No. 18-55.

5. That certain immoveable and building situate on Saint Lawrence street, at Montreal, known and designated under No. 18-66, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, measuring seven feet and 7/10 frontage, eight feet and 9/10, in rear, by 75 feet and 8/100, in depth, and having an area of 623 feet, english measure ; it is bounded in front by Saint Lawrence street, on the south east side by Pine avenue, on the north west side by the immoveable immediately above described.

6. That certain immoveable and building situate on Saint Dominique street, at Montreal, known and designated under No. 559, of Saint Louis ward, in the city of Montreal, measuring 47 feet 6 inches wide in front, 45 feet in rear, and 85 feet in depth, with an area of 3956 square feet ; it is bounded in front by Saint Dominique street, in rear by Saint Hyppolite lane, on one side by No. 558, and on the other side by No. 560.

7. That certain immoveable and building situate on Saint Hyppolite street, at Montreal, known and designated under No. 586, of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, at Montreal, measuring 34 feet 4 inches in width, 72 feet 9 inches in depth, with an area of 2498 square feet ; it is bounded in front by Ontario lane, in rear by Nos. 554 and 555, on one side by No. 583, and on the other side by No. 587.

8. That certain immoveable and building situate on Cadieux street, at Montreal, known and designated under No. 231, of Saint Louis ward, in the city of Montreal, this immoveable is of irregular figure, and measures 33 feet in width, his area is of 4092 square feet ; it is bounded in front by Cadieux street, in rear by one lane, on one side by No. 230, and on the other side by No. 232.

9. That certain immoveable and building situate on Mignonne street, at Montreal, known and designated under No. 668, of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, having 19 feet 6 inches in width, 30 feet 6 inches in depth, with an area of 575 square feet ;

front par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière par le No 670, d'un côté par le No 667, et de l'autre côté par le No 669.

10- Un immeuble et bâtisse situé sur la dite rue Mignonne, à Montréal, connu et désigné sous le No 669, du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ayant 30 pieds 6 pouces de largeur, 41 pieds de profondeur, sa superficie est de 1251 pieds; il est borné en front par la rue Mignonne, en arrière par le No 668, d'un côté par la rue Sainte-Elizabeth, et de l'autre côté par le No. 670.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1902, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité et le district de Montréal, cour tenante, en la chambre No 31; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour supérieure, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la dite vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elle seront forcloses du droit de le faire.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats du dit Esdras Lauzon.

Montréal, 11 novembre 1902.

3845

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6987.

Sweetsburg, le dixième jour de novembre 1902.

Présent: l'Honorable M. le juge Lynch.

François *alias* Frank Bombardier, Demandeur;

vs.

Joseph Lavery, du canton de Sutton, dans le dit district, Défendeur;

et

Theophile Amyrauld *et al.*, Opposants.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée du défendeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

LEONARD & NOYES,

3857

P. C. S.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 417.

Le huitième jour de novembre 1902.

Devant l'honorable M. le juge Lemieux.

The S. F. McKinnon & Co. Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario,

Demanderesse;

vs.

Delle Minnie *alias* L. Taylor, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, modiste, Défendresse.

Nous, juge, soussigné, ayant entendu la demanderesse par conseil sur sa requête, demandant qu'un curateur soit nommé aux biens et effets de la défendresse, ordonne qu'une assemblée des créanciers

it is bounded in front by Saint Elizabeth street, in rear by No. 670, on one side by No. 667, and on the other side by No. 669.

9. That certain immoveable and building situate on Mignonne street, at Montreal, known and designated under No. 669, of the official plan and book reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, having 30 feet 6 inches in width, and 41 feet in depth, with an area of 1251 square feet; it is bounded in front by Mignonne street, in rear by No. 668, on one side by Saint Elizabeth street, and on the other side by No. 670.

The above described immoveables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER 1902, in the court room, at the court house, in the city and district of Montreal, during the sitting of the said court, in room No. 31; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of said court; and all oppositions *afin d'annuler, afin de charge or afin de distraire* to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and that all oppositions *afin de conserver* must be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to filing the said oppositions in the delays above prescribed, they will be foreclosed from so doing.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys of said Esdras Lauzon.

Montreal, 11th November, 1902.

3846

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6987.

Sweetsburg, the tenth day of November. 1902.

Present: the Honorable Mr. Justice Lynch.

François *alias* Frank Bombardier, Plaintiff;

vs.

Joseph Lavery, of the township of Sutton, in said district, Defendant;

and

Theophile Amyrauld *et al.*, Opposants.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that the said creditors do file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said *Quebec Official Gazette*.

LEONARD & NOYES,

3858

P. S. C.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 417.

The eighth day of November, 1902.

Before the Honorable Mr. Justice Lemieux.

The S. F. McKinnon & Co. Limited, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario,

Plaintiffs;

vs.

Miss Minnie *alias* L. Taylor, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, milliner, Defendant.

We, the undersigned, judge, having heard the plaintiff by counsel on their petition, praying that a curator be appointed to the property and effects of defendant, do order that a meeting of defendant's

de la défenderesse soit tenue au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le vingt-quatrième jour de novembre courant, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur et inspecteur aux dits biens et sur toutes affaires qui peuvent être légalement soumises.

F. X. LEMIEUX,

J. C. S.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs de la demanderesse.

3847

creditors do assemble at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the twenty-fourth day of November instant, at the hour of ten of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspector to said estate and upon all matters which may be legally submitted.

F. X. LEMIEUX,

J. S. C.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorneys for plaintiffs.

3848

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Arthabaska, à savoir : } **THE JENCKES MACHINE**
No 35. } **CHINE CO.**, Demanderesse ; contre **PIERRE GREGOIRE**, Défendeur

1° Un emplacement sis et situé dans le cinquième rang du canton de Thetford, village de Kingsville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Thetford, sous le numéro cent dix (110)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement sis et situé dans le cinquième rang du canton de Thetford, village de Kingsville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Thetford, sous le numéro cent trente-sept (137)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 22 octobre 1902. 3591.2
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Saint Francis.

Arthabaska, to wit: } **THE JENCKES MACHINE**
No. 35. } **CO.**, Plaintiffs ; against **PIERRE GREGOIRE**, Defendant.

1. An emplacement lying and being in the fifth range of the township of Thetford, village of Kingsville, known and distinguished on the official plan and book of reference under number one hundred and ten (110), for said township of Thetford—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement lying and being in the fifth range of the township of Thetford, village of Kingsville, known and distinguished on the official plan and book of reference for the township of Thetford, under number one hundred and thirty seven (137)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 22nd October, 1902. 3592
[First published, 25th October, 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

District de Bedford. } **DANIEL B. MEIGS**, de No 5293. } **D** la ville de Farnham, dans le district de Bedford, écuyer, gentilhomme, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de **JED. P. CLARK ALIAS JED. P. CLARKE**, de Milton, dans l'état du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

1° Ce morceau de terre formant partie du quatrième rang de la partie ouest du canton de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Romuald de Farnham, dans le dit district de Bedford, sous le numéro deux cent vingt-cinq (225); borné au nord-est par un chemin public, et contenant six acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

2° Ce morceau de terre formant partie du quatrième rang de la partie ouest du canton de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le dit district

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford

District of Bedford. } **DANIEL B. MEIGS**, of No. 5293. } **D** the town of Farnham, in the district of Bedford, esquire, gentleman, Plaintiff ; against the goods and lands of **JED. P. CLARK ALIAS JED. P. CLARKE**, of Milton, in the state of Vermont, one of the united states of America, Defendant.

1. That certain piece of land forming part of the fourth range of the west part of the township of Farnham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in said district of Bedford, as number two hundred and twenty five (225); bounded on the north east by a public road, and containing six acres, more or less—with all improvements thereon.

2. That certain piece of land forming part of the fourth range of the west part of the township of Farnham, in district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in said district of

de Bedford, sous le numéro deux cent dix-sept (217)—avec toutes les améliorations faites; borné à l'est par un chemin public, et contenant soixante et seize acres, plus ou moins.

3^e Ce morceau de terre de forme irrégulière, situé dans la ville de Farnham et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous le numéro dix (10); borné à l'est par la rue Saint-Romuald et les Nos 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20, et contenant 572,475 pieds, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de la bâtisse maintenant employée temporairement comme église par les catholiques romains, sur les terrains du collège, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 18 octobre 1902.

[Première publication, 25 octobre 1902.]

Shérif.
3577-2

Bedford, as number two hundred and seventeen (217)—with all improvements thereon; bounded on the east by a public road, and containing seventy six acres, more or less.

3. That certain piece of land of irregular figure, being in the town of Farnham, and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as number ten (10); bounded on the east by Saint Romuald street and Nos. 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 and 20, and containing 572,475 feet, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the door of the building now used temporarily as a place of Divine worship by the roman catholics, on the college grounds, in the town of Farnham and district of Bedford, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 18th October, 1902.

[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff.
3578

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Chicoutimi, à savoir : } LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE

LE CONTRE LE FEU DU CANADA, corps politique et corporation, ayant le siège principal de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre EDMOND BOULANGER, HENRY BOULANGER et ERNEST DUBOIS, du canton de Kénogami, comté de Chicoutimi, district de Chicoutimi, y faisant affaires en société sous la raison sociale de Boulanger & Dubois, Défendeurs.

Immeubles de la société :

1^{er} Un moulin à scier actionné par la vapeur, avec ses annexes et dépendances, érigés sur le lot de terre numéro cinquante-quatre, du plan primitif et du plan cadastral du quatrième rang nord du dit canton Kénogami, la bâtisse duquel moulin est située au nord du chemin de fer, est à deux étages et soixante et dix pieds de longueur sur vingt pieds de largeur, plus ou moins—avec ensemble l'annexe renfermant l'engin et la bouilloire, le dit engin, la dite bouilloire, les scies rondes, les straps, mécanisme, outils, dalles et autres accessoires quelconques de ce moulin.

2^e Une maison en bois à deux étages érigée du côté nord-ouest du dit moulin, sur le dit lot numéro cinquante-quatre, du quatrième rang nord du dit canton de Kénogami, laquelle est occupée par le dit Ernest Dubois, et à vingt-deux pieds de longueur sur vingt pieds de largeur, plus ou moins.

Immeuble de Edmond Boulanger :

Une maison en bois à un seul étage située sur le lot numéro cinquante-quatre, du plan cadastral du quatrième rang du canton Kénogami, occupée par le dit défendeur, et ayant vingt-quatre pieds de longueur sur vingt-quatre pieds de largeur, plus ou moins, et aussi une étable située sur le même lot, possédée par le même défendeur, et ayant trente pieds de longueur sur vingt-huit pieds de largeur, plus ou moins.

Immeuble de Henry Boulanger :

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, faisant partie du lot cadastral numéro vingt et un A, du quatrième rang du canton de Jonquières, suivant le cadastre du dit canton, lequel terrain a soixante et quinze pieds de longueur de l'est à l'ouest, cent soixante et six pieds

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Chicoutimi, to wit : } LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE

CONTRE LE FEU DU CANADA, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against the lands and tenements of EDMOND BOULANGER, HENRY BOULANGER and ERNEST DUBOIS, of the township of Kenogami, county of Chicoutimi, district of Chicoutimi, carrying on business there under the style and firm of Boulanger & Dubois, Defendants.

Immovable property of the firm :

1. A saw-mill driven by steam, with its annexes and dependencies, erected on lot of land number fifty four, of the primitive plan and of the cadastral plan of the fourth range north of the said township Kenogami, the building of which mill is situated to the north of the railway, is two stories high and has seventy feet in length by twenty feet in width, more or less—together with the annex containing the engine and boiler, the said engine, the said boiler, the circular saws, the machinery, gear, the flumes and other accessories whatsoever of that mill.

2. A two story wooden building erected on the north west side of the said mill, on the same lot number fifty four of the fourth range north of the said township Kenogami, which is occupied by the said Ernest Dubois and at twenty two feet of length by twenty feet in width, more or less.

Immovable of Edmond Boulanger :

A one story wooden house situate on lot number fifty four, of the cadastral plan of the fourth range of the township Kenogami, occupied by the said defendant, and measuring twenty four feet in length, by twenty four feet in depth, more or less, and also a stable situate on the same lot, possessed by the same defendant, and measuring thirty feet in length by twenty eight in depth, more or less.

Immovable of Henry Boulanger :

A land situate in the parish of Saint Dominique de Jonquières, forming part of the cadastral lot number twenty one A, of the fourth range of the township of Jonquieres, according to the cadastre of the said township, which lot is seventy five feet in length from east to west, one hundred and sixty

de profondeur du côté ouest, et cinquante-neuf pieds du côté est ; et est borné au nord à Arthur Perron, à l'est à Johnny Brasaard ou ses représentants, au sud à un terrain réservé pour une rue, et à l'ouest par Alfred Bergeron—avec maison et autre dépendances dessus érigées.

Pour être vendus, les bâties situées dans le canton Kénogami, au bureau du registrateur, au palais de justice, à Chicoutimi, le SEIZIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi et le terrain situé dans le canton de Jonquières, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Dominique, le DIX-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 11 novembre, 1902. 3831
[Première publication, 15 novembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir : } **ANTONIN DAVID**
No 224. } **GIRARD**, de la ville
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et
EDOUARD GONNEVILLE PELLETIER, de la
ville et du district d'Iberville, tous deux avocats, et
pratiquant ci-devant en société comme tels, sous les
noms et raison de Girard & Pelletier, Demandeurs ;
contre **DAVID REMILLARD**, de la paroisse de
Saint-Blaise, dit district, Défendeur.

Une terre sise et située au côté sud-ouest du chemin de la première Grande Ligne, dans la paroisse de Saint-Blaise, faisant autrefois partie de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, sous le numéro trente-quatre (No 34)—avec une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS MAYRAND,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 octobre 1902. 3605-2
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME FRANCES**
No. 3023. } **SARAH LEEMING**,
épouse de Henry Wilkes Walker, des cité et district
de Montréal, auditeur de la compagnie de chemin
de fer Grand Tronc du Canada, et le dit Henry
Wilkes Walker, afin d'autoriser et assister sa dite
épouse, et **HENRY BIRKS**, de la dite cité de
Montréal, bijoutier, tous deux agissant en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires, et codicille de feu
Dame Sarah Coates, décédée, en son vivant de la

six feet in depth on the west side, and one hundred and fifty nine feet on the east side ; and is bounded on the north by Arthur Perron, and on the east by Johnny Brasaard or his representatives, on the south by a lot reserve for a street, and on the west by Alfred Bergeron—with house and other dependencies thereon erected.

To be sold, the buildings situate in the township Kenogami, in the office of the registrar, in the court house, at Chicoutimi, on the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot situate in the township Jonquières, at the church door of the said parish of Saint Dominique, on the SEVENTEENTH day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 11th November, 1902. 3832
[First published, 15th November, 1902.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **ANTONIN DAVID GI-**
No. 224. } **RARD**, of the town of
Saint Johns, in the district of Iberville, and
EDOUARD GONNEVILLE PELLETIER, of the
town and district of Iberville, both advocates, and
heretofore practising in co-partnership as such,
under the name and style of Girard & Pelletier,
Plaintiffs ; against **DAVID REMILLARD**, of the
parish of Saint Blaise, in said district, Defendant.

A farm lying and situate on the south west side of the road of the first Grande Ligne, in the parish of Saint Blaise, forming formerly part of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, under the number thirty four (No. 34)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS MAYRAND,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 21st October, 1902. 3606
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME FRANCES SARAH**
No. 3023. } **LEEMING**, wife of Henry
Wilkes Walker, of the city and district of Montreal,
auditor of the Grand Trunk Railway Company of
Canada, and the said Henry Wilkes Walker to
authorize and assist his said wife, and **HENRY**
BIRKS, of the said city of Montreal, jeweller, both
herein acting in their capacity of executors of the
last will and testament and codicil thereto of the
late **Dame Sarah Coates**, deceased, in her lifetime

dite cité de Montréal, veuve de feu John Leeming, écuyer, décédé, Demandeurs; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédula marquée A, annexée au bref en cette cause, la propriété de CHARLES CUSHING, des cité et district de Montréal, notaire public, maintenant entre les mains de Louis Saint-Jean, écuyer, de la dite cité de Montréal, curateur dûment nommé au délaissement fait en cette cause par le dit défendeur.

Ce lot de terre sis et situé sur la rue Plessis, ci-devant rue Durham, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, sous le numéro trois cent quarante-huit (348)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 novembre 1902. 3817
[Première publication, 15 novembre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES THEOPHILE
No 1012. } CHARLEBOIS, entre-
preneur-peintre, des cité et district de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tenements de
RODOLPHE LAVALLEE, du même lieu, en sa
qualité de curateur à la succession vacante de feu
Joseph Lepage, en son vivant plombier, de Mont-
réal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Christophe Colomb, dans le quartier Saint-Denis, et composé des lots numéros quatre cent quarante-cinq et quatre cent quarante-six, de la subdivision officielle du lot numéro cinq (445, 446-5), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga—avec une maison en bois lambrissée en brique et ses dépendances dessus construites et dont le mur du côté nord-ouest est mitoyen, avec droit d'usage en commun de la ruelle en arrière du dit lot de terre ou emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBEAUDEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 21 octobre 1902. 3593.2
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Montreal.

Québec, à savoir: } MAURICE GABIAS, de la
No 7899. } cité de Sainte-Cunégonde
de Montréal, district de Montréal, agent, contre
J. O. CARON, de la cité et du district de Québec,
à savoir:

Le lot No 1868, (mille huit cent soixante-huit), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Dominique et Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 13 novembre 1902. 3849
[Première publication, 15 novembre 1902.]

of the said city of Montreal, widow of the late John Leeming, esquire, deceased, Plaintiffs; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, the property of CHARLES CUSHING, of the city and district of Montreal, notary public, now in the hands of Louis Saint-Jean, esquire, of the said city of Montreal, curator duly appointed to the delaissement made in this cause by the said defendant.

That certain lot of land situate, lying and being on Plessis street, heretofore Durham street, in the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, by the number three hundred and forty eight (348)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11th November, 1902. 3818
[First published, 15th November, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES THEOPHILE
No 1012. } CHARLEBOIS, con-
tractor-painter, of the city and district of Mont-
real, Plaintiff; against the lands and tenements of
RODOLPHE LAVALLEE, of the same place, in
his quality of curator to the vacant estate of the
late Joseph Lepage, in his lifetime plumber, of
Montreal, Defendant.

A lot of land or emplacement situate on the south west side of Christopher Columbus street, in Saint Denis ward, and made up of lots numbers four hundred and forty five and four hundred and forty six, of the official subdivision of lot number five (445, 446-5), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga—with a wooden house cased with brick, and its dependencies thereon erected, and of which the wall on the north west side is common with the right of use in common of the lane in rear of the said lot or emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 21st October, 1902. 3594
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit of Montreal.

Quebec, to wit: } MAURICE GABIAS, of the
No 7899. } city of Sainte-Cunégonde
de Montréal, district of Montreal, agent; against
J. O. CARON, of the city and district of Quebec,
to wit:

Lot No. 1868 (one thousand eight hundred and sixty-eight), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the corner of Saint Dominique and Saint Valier streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER.

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 13th November, 1902. 3850
[First published, 15th November, 1902.]

FIERI FACIAS.*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUÉBEC**, corps politique et incorporé, établie et faisant affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; contre **FERDINAND PATRY**, de la paroisse de Saint-Raymond, boulanger, à savoir :

La partie nord-ouest du lot No 2 (deux), de la subdivision du lot No 557 (cinq cent cinquante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française; bornée au nord par le chemin du Roi, au sud par Dame veuve Alfred Plamondon, au nord-est par Joseph Déry, et au sud-ouest par Joseph Plamondon, étant un emplacement situé sur le chemin du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue en la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le CINQUIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 30 octobre 1902,

Shérif.
3703.2

[Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } **THE QUEBEC PERMANENT BUILDING SOCIETY**, a body politic and corporate, established and doing business in the city of Quebec, Plaintiff; against **FERDINAND PATRY**, of the parish of Saint Raymond, baker, to wit :

The north west part of lot No. 2 (two), of the subdivision of lot No. 557 (five hundred and fifty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, containing fifty feet in front by ninety feet in depth, french measure; bounded on the north by the King's highway, on the south by Mrs widow Alfred Plamondon, on the north east by Joseph Déry, and on the south west by Joseph Plamondon, being a lot situate on the King's highway—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold in the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec, 30th October, 1902.

Sheriff.
3704

[First published, 31st October, 1902.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par e présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—Rimouski.

No. 2777. } **DAME HORTENSE HUDON**
DIT BEAULIEU, Demanderesse ; contre **DAMASE LAPOINTE**, Défendeur, à savoir :

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Simon, étant les numéros 146 et 147, du cadastre officiel de la dite paroisse—avec bâtisses, tannerie en sus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE 1902, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif.

Rimouski, 12 novembre 1902.

Shérif.
3833

[Première publication, 15 novembre 1902.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Rimouski.

No. 2777. } **DAME HORTENSE HUDON**
DIT BEAULIEU, Plaintiff; against **DAMASE LAPOINTE**, Defendant, to wit :

A lot situate and being in the parish of Saint Simon, being the numbers 146 and 147, of the official cadastre of the said parish—with buildings, tannery thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon, on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1902, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 12th November, 1902.

Sheriff.
3834

[First published, 15th November, 1902.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **HENRI SIMARD**, de la paroisse de la Malbaie, curateur dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure Civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **WILLIAM BERGERON** de la Malbaie susdite, et de **THEODULE BOUCHARD**, de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, Faillis ; et **THOMAS LOUIS BERGERON**, du dit lieu de la Malbaie, Requé-

rant, à savoir :
Comme appartenant à Théodule Bouchard, l'un des faillis.

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **HENRI SIMARD**, of the parish of Malbaie, curator duly authorized in virtue of article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of **WILLIAM BERGERON**, of Malbaie aforesaid, and of **THEODULE BOUCHARD**, of la Petite Rivière Saint François Xavier, Insolvents ; and **THOMAS LOUIS BERGERON**, of the said place Malbaie, petitioner, to wit :

As belonging to Théodule Bouchard, one of the insolvents :

1° La moitié indivise d'une partie de lot numéro cent quatre-vingt-trois (183), du cadastre officiel de la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier dans le premier rang de la dite partie, mesurant au total un arpent, quatre perches, dix pieds et dix pouces sur environ cinq arpents de profondeur; bornant vers le sud-est par la haute mer, vers le nord-ouest par la Rivière du Sot, qui traverse le terrain, vers le nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), vers le sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-six (186)—avec la moitié indivise du moulin à scie, des accasaires et dépendances du dit moulin situés sur la dite partie.

2° Un lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-quatre (184), du même cadastre, et sur lequel se trouve érigé un moulin à farine—avec ses accasaires et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du shérif,
Malbaie, 11 novembre 1902.
[Première publication, 15 novembre 1902.]

Shérif.
3837

1. The undivided half of a part of a lot number one hundred and eighty three (183), of the official cadastre of the parish of la Petite Rivière Saint François Xavier, in the first range, the said part measuring in all one arpent and four perches, ten feet and ten inches, by about five arpents in depth; bounded on the south east by the high tide, on the north west by the river du Sot, which crosses the lot, on the north east by lot number one hundred and eighty two (182), on the south west by lot number one hundred and eighty six (186)—with the undivided half of the saw mill and of the accessories and dependencies of the said mill situate on the said part.

2. A lot of land bearing the number one hundred and eighty four (184), of the same cadastre, and on which is erected a grist mill—with its accessories and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of La Petite Rivière Saint François Xavier, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Sait writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,
Malbaie, 11th November, 1902.
[First published, 15th November, 1902.]

Sheriff.
3838

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } GEORGE W. ADAMS,
No 564. } Demandeur; contre

ELI LAXON ET AL, Défendeurs, Miles G. Laxon, un des défendeurs en cette cause, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu William Laxon et de feu Annie Reid.

Saisi comme appartenant aux défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

1° Ce morceau de terre connu comme la moitié nord-est de la moitié nord-ouest du lot numéro onze, dans le cinquième rang du canton de Shipton, dans le comté de Richmond, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins; borné au nord-est par la ligne de concession entre les quatrième et cinquième rangs, au sud-ouest par les représentants de feu Norris Williamson, au sud-est par Charles Boutelle *et al*, et au nord-ouest par la ligne de côté nord-ouest du dit lot—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

2° Cet autre morceau de terre connu comme le quart nord-est ou le quart de toute la largeur au bout nord-est du lot numéro douze, dans le dit cinquième rang du dit canton de Shipton, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins; borné au nord-est par la dite ligne de concession, au sud-ouest par un nommé Armstrong, et des deux côtés par les lignes de côté du dit lot—avec les appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY ALMER,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 22 octobre 1902.
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Shérif.
3613-2

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } GEORGE W. ADAMS,
No. 564. } Plaintiff; against

ELI LAXON ET AL, Defendants, Miles G. Laxon, one of the defendants in this cause, in his quality of tutor to the minor children issue of the marriage of the late William Laxon and of the late Annie Reid.

Seized as belonging to the defendants, the following immoveables, to wit :

1. That parcel of land known as the north east half of the north west half of lot number eleven, in the fifth range of the township of Shipton, in the county of Richmond, containing fifty acres of land in superficies, more or less; and bounded on the north east by the concession line between the fourth and fifth ranges, on the south west by the representatives of the late Norris Williamson, on the south east by Charles Boutelle *et al*, and on the north west by the north west side line of said lot—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. That other parcel of land known as the north east quarter or fourth part of the entire width at the north east end of lot number twelve, in the said fifth range of the said township of Shipton, containing fifty acres of land in superficies, more or less; and bounded on the north east by the said concession line, on the south west by one Armstrong, and on both sides by the side lines of said lot—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office,
Sherbrooke, 22nd October, 1902.
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff.
3614

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : **PIERRE NOLASQUE**
No 151. **CHAILLEZ**, D e-
mandeur ; contre **LES HERITIERS** de feu
Edwidge Germain, Défendeurs.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, du côté est de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numéro sept cents (700), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas, comprenant aussi celle de Saint-Adelphe—avec une grange dessus érigée.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies, du côté est de la rivière Batiscan, connue et désignée sous le numéro six cent quatre-vingt-six (686), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies—avec une maison, une grange et une étable dessus érigées.

Pour être vendu, le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le **DIX-SEPTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin, et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la rivière des Envies, le **MEME JOUR**, à **DEUX** heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 12 novembre 1902. 3835
[Première publication, 15 novembre 1901.]

Avis du Gouvernement**DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.****AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sous-signé autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Québec, le cercle agricole ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette."

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'agriculture.

Québec, 14 novembre 1902. 3869

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : **PIERRE NOLASQUE**
No. 151. **CHAILLEZ**, Plain-
tiff ; against **THE HEIRS** of the late Edwidge Germain, Defendants.

1. A land situate in the parish of Saint Adelphe, on the east side of the river Batiscan, known and described as number seven hundred (700), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, comprising that of Saint Adelphe—with a barn thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies, on the east side of the river Batiscan, known and described as number six hundred and eighty-six (686), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies—with a house, a barn and stable thereon erected.

To be sold, lot number one, at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the **SEVENTEENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon, and lot number two, at the church door of the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies, on the **SAME DAY**, at **TWO** of the clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 12th November, 1902. 3836
[First published, 15th November, 1902.]

Government Notice**DEPARTMENT OF AGRICULTURE.****PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of Quebec, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette."

G. A. GIGAULT,

Deputy minister of agriculture.

Québec, 14th November, 1902. 3870

Avis Divers

DISTRICT ELECTORAL DE SOULANGES

ÉLECTION DU 3 OCTOBRE 1902.

Etat des dépenses encourues par le candidat,
Arcade Bissonnette et son agent d'élection.

Chevaux et voitures.....	\$23.50
Orateurs.....	20.00
Dépenses personnelles.....	6.00
Copies de listes.....	6.50
Construction de husting.....	5.50
Salles de comités.....	18.00

\$79.50

(Signé) A. M. BISSONNETTE,
Candidat.
" FRANK BISSONNETTE,
Agent.

Assermenté devant moi, à Coteau Landing, ce 31 octobre 1902.

(Signé) JOS. STEVENS,
Officier-rapporteur.

Ces états sont ouverts et soumis à l'inspection
sur paiement de vingt centins.

JOS. STEVENS,
Officier-rapporteur.
3863

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de George Beaupré, Québec,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'honorable juge, en date du 12
novembre 1902, j'ai été nommé curateur aux biens
du dit failli.Les créanciers du dit failli sont requis de pro-
duire leurs réclamations à mon bureau, dans un
délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 13 novembre 1902.

3861

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

In re J. Delphis Lacerte, Plessisville, Qué.,

Failli.

Avis est donné que, le douzième jour de novembre
1902, les soussignés ont été nommés, par une ordon-
nance de la cour, curateurs aux biens du dit failli,
qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de
ses créanciers.Les réclamations, attestées sous serment, doivent
être produites entre nos mains dans les trente jours
de cet avis.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1902.

3859

Miscellaneous Notices

ELECTORAL DISTRICT OF SOULANGES.

ELECTION OF THE 3RD OF OCTOBER, 1902.

Statement of the expenses incurred by the candi-
date, Arcade Bissonnette, and his election agent.

Horses and vehicles.....	\$23.50
Speakers.....	20.00
Personal expenses.....	6.00
Copies of lists.....	6.00
Building husting.....	5.50
Committee halls.....	18.00

\$79.00

(Signed) A. M. BISSONNETTE,
Candidate.
" FRANK BISSONNETTE,
Agent.

Sworn before me, at Coteau Landing, this 31st
October, 1902.

(Signed) JOS. STEVENS,
Returning Officer.

These statements are open and ready for ins-
pection on payment of twenty cents.

JOS. STEVENS,
Returning Officer.
3864

Bankrupt Notices

Province of Quebec }
District of Quebec } *Superior Court.*

In the matter of George Beaupré, Quebec,

Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the
Honorable judge, dated the 12th day of November,
1902, I have been appointed curator to the estate
of the said insolvent.Creditors of the said insolvent are required to
file their claims at my office, within a delay of
thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 13th November, 1902.

3862

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In re J. Delphis Lacerte, Plessisville, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given, by order of the court, on
the twelfth day of November, 1902, the undersigned
have been appointed curators to the estate of the
said insolvent, who has made an assignment of his
estate for the benefit of his creditors.Claims, duly attested, must be filed at our office,
within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

2, Places d'Armes, Montreal.
Montreal, 13th November, 1902.

3860

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 46.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1859.

ASSOCIATION FORMÉE :—La Caisse de chômage et de retraite, 1862.

AVIS :—Assemblée générale spéciale :—The Royal Trust Coy, 1870.

AVIS DE CANCELLATION :—*Cantons de* :—Awantjish, 1861 ; Cabano, 1861 ; Cabot, 1861 ; DeCalonnes, 1861 ; Dorion, 1862 ; Humqui, 1861 ; Matapédia, 1861 ; McNider, 1861 ; Pinault, 1861 ; Whitton, 1862.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1865 ; Conseil législatif, 1863.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, 1885.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Admettre Geo. Côté à la pratique de la médecine, 1869 ; Amender la charte de la ville de Saint-Louis, 1867 ; La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie, 1868 ; Montreal Stock Yards Coy, 1868 ; Pour autoriser le bureau des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, à emprunter une somme, 1868 ; Pour incorporer en ville le village d'Arthabaskaville, 1869.

DEPENSES D'ÉLECTIONS :—Etat des :—Arcade Bissonnette, district électoral de Soulanges, 1886.

ERRATUM :—Lire Owego au lieu de Oawego, 1867 ; Sayabec, au lieu de Sayabeck, 1867 ; Lire Gauvreau, Beaudry & Cie, au lieu de Gauvreau & Beaudry, 1867.

FAILLIS :—Beaupré, 1886 ; Dme Leveillé, 1876 ; Guimond, 1874 ; Lacerte, 1886 ; Lomme, 1875 ; Lumkin, 1874 ; Mignac, 1875 ; Steel & Brunet, 1875 ; Smith, jr., 1876 ; The Foster Manufacturing Coy, 1875 ; The John McArthur Co., 1876.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie Electrique de Lorette, 1873 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1871 ; La Fonderie de Victoriaville, 1872 ; John D. Duncan Coy, 1871 ; The Bellevue Land Coy, 1874 ; The Hart Manufacturing Coy, 1873 ; The Rivière Ouelle Pulp & Lumber Coy, 1870 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1872.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—La Cie de téléphone de Kamouraska, 1863.

LICITATION :—Lauzon vs Beauchamps *et al*, 1876.

MINUTES DE NOTAIRES. DEMANDE DE TRANSFERT :—De Z. Nepveu à N. Fauteux, 1863.

MINUTES DE NOTAIRE, TRANSFÉRÉES :—De Oct. Beaulieu à Jos. Goyette, 1862.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'érection en : Village de Sainte-Dorothée, comté de Laval, 1861.

NOMINATIONS :—*Juges de paix* :—Notre-Dame de la Doré, comté du Lac Saint-Jean, 1859 ; District de Montréal, 1860.

Membre du Conseil des Arts et Manufactures :—Trois-Rivières, 1859.

Syndics d'écoles :—Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, 1859.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices, &c., 1859.

ASSOCIATION FORMED :—La Caisse de chômage et de retraite, 1862.

NOTICES :—Special general meeting :—The Royal Trust Coy, 1870.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Townships of* :—Awantjish, 1861 ; Cabano, 1861 ; Cabot, 1861 ; DeCalonnes, 1861 ; Dorion, 1862 ; Humqui, 1861 ; Matapédia, 1861 ; McNider, 1861 ; Pinault, 1861 ; Whitton, 1862.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1865 ; Legislative Council, 1863.

FARMERS' CLUB :—Formation of :—Parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, 1885.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—To admit Geo. Côté to practice as physician, 1869 ; To amend charter of the town of Saint Louis, 1867 ; La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie, 1868 ; Montreal Stock Yards Coy, 1868 ; To authorize the board of school commissioners of the city of Sherbrooke, to borrow money, 1868 ; To incorporate as town the village of Arthabaskaville, 1869.

ELECTION EXPENSES :—Statement of :—Arcade Bissonnette, electoral district of Soulanges, 1886.

ERRATUM :—Read Owego instead of Oawego, 1867 ; Sayabec, instead of Sayabeck, 1867 ; Read Gauvreau, Beaudry & Cie, instead of Gauvreau & Beaudry, 1867.

INSOLVENTS :—Beaupré, 1886 ; Dme Leveillé, 1876 ; Guimond, 1874 ; Lacerte, 1886 ; Lomme, 1875 ; Lumkin, 1874 ; Mignac, 1875 ; Steel & Brunet, 1875 ; Smith, jr., 1876 ; The Foster Manufacturing Coy, 1875 ; The John McArthur Co., 1876.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie Electrique de Lorette, 1873 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1871 ; La Fonderie de Victoriaville, 1872 ; John D. Duncan Coy, 1871 ; The Bellevue Land Coy, 1874 ; The Hart Manufacturing Coy, 1873 ; The Rivière Ouelle Pulp & Lumber Coy, 1870 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1872.

LETTERS PATENT ISSUED :—La Cie de téléphone de Kamouraska, 1863.

LICITATION :—Lauzon vs Beauchamps *et al*, 1876.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Z. Nepveu to N. Fauteux, 1863.

MINUTES OF NOTARY, TRANSFERRED :—From Oct. Beaulieu to Jos. Goyette, 1862.

SCHOOL MUNICIPALITIES : Application to erect into :—Village of Sainte Dorothée, county of Laval, 1861.

APPOINTMENTS :—*Justices of the peace* :—Notre Dame de la Doré, county of Lake Saint John, 1859 ; District of Montreal, 1860.

Member of the Council of Arts and Manufactures :—Three Rivers, 1859.

School trustees :—Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, 1859.

PROCLAMATION :---Convocation des Chambres, 1860.

RÈGLES DE COUR :---Bombardier vs Lavery, 1878 ;
McKinnon & Co vs Delle Taylor, 1878.

SÉPARATIONS DE BIENS :---Dmes Amyot vs Lebrun,
1870 ; Benoit vs Lamarre, 1869 ; Crevier vs
Poirier, 1866 ; Joseph vs Greenspoon, 1869 ;
Marcil vs Legault, 1869 ; Moraglia vs Ravaux,
1870 ; Riopel vs Demers, 1870.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :---The Jenckes Machinie Co. vs
Grégoire, 1879.

BEDFORD :---Meigs vs Clarke, 1869.

CHICOUTIMI :---Gagnon vs Gagné, 1881 ; La Cie
d'assurance contre le feu du Canada vs Bou-
langer & Dubois, 1880.

IBERVILLE :---Girard & Pelletier vs Remillard,
1881.

MONTREAL :---Charlebois vs Lavallée *ès-qual*,
1882 ; Dme Leeming *et al* vs Cushing, 1881.

QUÉBEC :---Gabias vs Caron, 1882 ; La Société de
construction permanente de Québec vs Patry,
1883.

RIMOUSKI :---Dme Hudon vs Lapointe, 1883.

SAGUENAY :---Bouchard *et al*, faillis, 1883.

SAINT-FRANÇOIS :---Adams vs Laxon *et al*, 1884

TROIS-RIVIÈRES :---Chaillez vs Héritiers Germain
1885.

PROCLAMATION :---Parliament convoked, 1860.

RULES OF COURT :---Bombardier vs Lavery, 1878 ;
McKinnon & Co vs Delle Taylor, 1878.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :--- Dmes Amyot vs
Lebrun, 1870 ; Benoit vs Lamarre, 1869 ; Cre-
vier vs Poirier, 1869 ; Joseph vs Greenspoon,
1869 ; Marcil vs Legault, 1869 ; Moraglia vs
Ravaux, 1870 ; Riopel vs Demers, 1870.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :---The Jenckes Machinie Co. vs
Grégoire, 1879.

BEDFORD :---Meigs vs Clarke, 1879.

CHICOUTIMI :---Gagnon vs Gagné, 1881 ; The Ca-
nada Fire Insurance Coy vs Boulanger & Du-
bois, 1880.

IBERVILLE :---Girard & Pelletier vs Remillard,
1881.

MONTREAL :--- Charlebois vs Lavallée *ès-qual*,
1882 ; Dme Leeming *et al* vs Cushing, 1881.

QUEBEC :---Gabias vs Caron, 1882 ; The Quebec
Permanent Building Society vs Patry, 1883.

RIMOUSKI :---Dme Hudon vs Lapointe, 1883.

SAGUENAY :---Bouchard *et al*, insolvents, 1883.

SAINT FRANCIS :---Adams vs Laxon *et al*, 1884.

THREE RIVERS :--- Chaillez vs Heirs Germain,
1885.